



PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

**Le Préfet de Seine-et-Marne
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite**

**Arrêté préfectoral n°2024/DRIEAT/UD77/067 du 21 mai 2024
imposant des prescriptions complémentaires à la société EDF SA pour son site
situé Allée Marcel Paul sur le territoire de la commune de VAIRES-SUR-MARNE (77 360)**

VU le Code de l'environnement, et notamment ses articles L.181-14 et R.181-46 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret du Président de la République en date du 25 août 2023 portant nomination de Monsieur Sébastien LIME, secrétaire général de la préfecture de Seine-et-Marne ;

VU le décret du Président de la République en date du 6 septembre 2023 portant nomination de Monsieur Pierre ORY, préfet de Seine-et-Marne ;

VU l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 relatif au stockage de réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 12 octobre 2011 relatif aux installations classées soumises à autorisation au titre de la rubrique 1434-2 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2018 modifié relatif aux installations de combustion, d'une puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 50 MW, soumises à autorisation au titre de la rubrique 3110 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 09/DAIDD/1/IC/009 du 7 janvier 2009 autorisant la société EDF (Électricité de France) à exploiter trois turbines à combustion sur le territoire de la commune de Vaires-sur-Marne complété par les arrêtés préfectoraux n° 2017/DRIEE/UD77/062 du 28 juin 2017 et n° 2022/DRIEAT/UD77/088 du 25 juillet 2022 ;

VU l'arrêté n°23/BC/178 du 21 décembre 2023 donnant délégation de signature à Monsieur Sébastien LIME, secrétaire général de la préfecture de Seine-et-Marne et organisant sa suppléance ;

VU la demande transmise par courrier du 17 janvier 2024 (dossier référencé T-40340500-2023-000096 indice A), par la société EDF relative au projet d'essai de fonctionnement au bio liquide HVO sur son site de Vaires-sur-Marne ;

VU le courrier préfectoral du 13 février 2024 sollicitant des compléments à la demande de l'exploitant du 17 janvier 2024 susvisée ;

VU les compléments transmis par courriers des 05 mars 2024 (dossier référencé T-40340500-2023-000096 indice B) et 19 mars 2024 (dossier référencé T-40340500-2024-000056 indice A) et par courriels des 8 et 9 avril 2024 ;

VU le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 30 avril 2024 ;

VU le projet d'arrêté préfectoral complémentaire notifié le 30 avril 2024 à la société EDF à Vaires-sur-Marne ;

VU les observations présentées le 6 mai 2024 par courriel de l'exploitant sur ce projet ;

CONSIDÉRANT que la société EDF SA exploite une installation classée pour la protection de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que l'installation est autorisée par l'arrêté préfectoral n°09/DAIDD/1/IC/009 du 7 janvier 2009 ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant a soumis un porter-à-connaissance, en vertu de l'article R.181-46 du Code de l'environnement, en date du 17 janvier 2024, complété les 5 et 19 mars 2024 et 8 et 9 avril 2024 ;

CONSIDÉRANT que la modification porte sur des essais de fonctionnement au HVO (huile végétale hydrotraitee) de la turbine à combustion (TAC) n°1 du site situé à Vaires-sur-Marne ;

CONSIDÉRANT que la modification s'inscrit dans un chantier visant à étudier les opportunités de décarbonation des actifs thermiques de la société EDF SA ;

CONSIDÉRANT que le rapport de l'inspection des installations classées conclut que la modification envisagée relève du II de l'article R.181-46 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les modifications nécessitent une adaptation des prescriptions applicables à l'installation, afin de garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

SUR PROPOSITION du Secrétaire Général de la Préfecture

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er}

La société EDF SA, dont le siège social est situé à Paris Cedex 08 (75 382), 22-30 avenue de Wagram, exploitant l'installation située au 16 allée Marcel Paul à Vaires-sur-Marne, est tenue de se conformer aux prescriptions complémentaires définies dans l'annexe du présent arrêté pour l'exploitation de son site.

ARTICLE 2 : Frais

Tous les frais occasionnés par l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 3 : Information dans l'établissement

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

Un extrait du présent arrêté restera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement.

ARTICLE 4 : Information des tiers

Une copie du présent arrêté est publiée sur le site Internet des services de l'État de la Préfecture de Seine-et-Marne (<http://www.seine-et-marne.gouv.fr/>), pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 5 : Sanctions

En cas de non-respect de l'une des prescriptions qui précèdent, il pourra être fait application des sanctions prévues par les dispositions prévues à l'article L.171-8, Livre V, Titre I Chapitre IV du Code de l'Environnement, relative aux installations classées pour la protection de l'environnement sans préjudice des condamnations qui pourraient être prononcées par les tribunaux compétents.

ARTICLE 6 : Notification et exécution

- le Secrétaire Général de la préfecture de Seine-et-Marne,
- le Sous-Préfet de Torcy,
- le Maire de Vaires-sur-Marne,
- la Directrice Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports d'Île-de-France,
- la Cheffe de l'Unité Départementale de Seine-et-Marne de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports à Savigny-le-Temple,

sont chargés chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Une copie sera notifiée au bénéficiaire sous pli recommandé avec avis de réception.

Fait à Melun, -

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général

Sébastien LIME

Destinataires d'une copie par mail :

- la Préfecture de Seine-et-Marne (DCSE),
- le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS),
- la Directrice Départementale de l'Agence Régionale de Santé (ARS),
- la Direction Départementale des Territoires (DDT/SEPR-Pôle risques et nuisances et Pôle police de l'eau).

Délais et voies de recours :

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif (par courrier au Tribunal administratif de Melun – 43 rue du Général de Gaulle – 77 000 – MELUN ou au moyen de l'application Télérecours citoyens accessible sur le site internet : <https://www.telerecours.fr/>) :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Seine-et-Marne.

Le délai court à compter du premier jour de publication de la décision. La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux.

Tout recours administratif ou contentieux exercé à l'encontre de l'auteur de la décision ou au bénéficiaire de la décision, devra lui être notifiée, sous peine, de non prorogation de délai ou d'irrecevabilité du recours contentieux. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du Code de l'environnement).

Table des matières

CHAPITRE 1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	6
Article 1.1 - Autorisation temporaire.....	6
Article 1.2 - Tableau de classement temporaire.....	6
Article 1.3 - Nature des équipements provisoires.....	7
Article 1.4 - Démontage et repli des installations provisoires.....	7
Article 1.5 - Évacuation des déchets.....	7
Article 1.6 - Suivi et rapport de synthèse.....	7
Article 1.6.1 - Suivi des essais.....	7
Article 1.6.2 - Rapport de synthèse.....	7
CHAPITRE 2 - CONDITIONS DE REJETS ET SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ATMOSPHÉRIQUES.....	8
Article 2.1 - Combustibles autorisés.....	8
Article 2.2 - Teneur en soufre du HVO.....	8
Article 2.3 - Valeurs limites d'émission dans l'air pour la TAC n°1.....	8
Article 2.4 - Quantités maximales rejetées pour la TAC n°1.....	8
Article 2.5 - Autosurveillance des rejets atmosphériques.....	9
Article 2.6 - Mesures complémentaires.....	9
CHAPITRE 3 - SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES.....	9
CHAPITRE 4 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES.....	9
Article 4.1 - PHASE DE DÉPOTAGE de HVO.....	9
Article 4.1.1 - Dépotage d'un camion citerne.....	9
Article 4.1.2 - Remplissage des réservoirs de l'aire de dépotage train.....	10
Article 4.1.3 - Organisation des opérations de dépotage.....	10
Article 4.2 - PHASE DE SOUTIRAGE DE HVO.....	10
Article 4.2.1 - Réservoir de soutirage.....	10
Article 4.2.2 - Entre l'aire de dépotage train et la pomperie fioul.....	10
Article 4.2.3 - Entre l'aire de dépotage train et la TAC n°1.....	10
Article 4.2.4 - Transfert vers le réservoir de soutirage.....	11
Article 4.2.5 - Organisation des opérations de soutirage.....	11
Article 4.3 - PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES.....	11
Article 4.3.1 - Flexibles.....	11
Article 4.3.2 - Protection des flexibles sur les voiries.....	11
Article 4.3.3 - Équipements sur des zones non-étanches.....	11
Article 4.3.4 - Groupes électrogènes.....	12
Article 4.3.5 - Aire de dépotage camion.....	12
Article 4.3.6 - Aire de stockage des réservoirs de HVO.....	12
Article 4.3.7 - Local pomperie fioul.....	12

Article 4.4 - PRÉVENTION DU RISQUE INCENDIE.....	12
Article 4.4.1 - Moyens mis en œuvre sur l'aire de dépotage camion.....	12
Article 4.4.2 - Moyens mis en œuvre sur l'aire de dépotage train.....	12
Article 4.4.3 - Pomperie fioul.....	13
Article 4.4.4 - Parc à fioul.....	13
Article 4.4.5 - Plan d'Opération Interne (POI).....	13

CHAPITRE 1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1.1 - AUTORISATION TEMPORAIRE

EDF est autorisé, jusqu'au 12 juillet 2024, à stocker des huiles végétales hydrotraitées (HVO) et à réaliser des essais de fonctionnement de la Turbine à Combustion (TAC) n°1 de son site de Vaires-sur-Marne au HVO, sous réserve du respect des dispositions du présent arrêté et des éléments mentionnés dans le dossier susvisé transmis le 17 janvier 2024 et complété les 5 mars, 19 mars, 8 avril et 9 avril 2024.

Sans préjudice de la réglementation en vigueur et des arrêtés préfectoraux antérieurement délivrés à la société EDF pour son site de Vaires-sur-Marne, les dispositions du présent arrêté s'appliquent jusqu'au 12 juillet 2024.

ARTICLE 1.2 - TABLEAU DE CLASSEMENT TEMPORAIRE

Le tableau de l'article 1^{er} de l'annexe de l'arrêté préfectoral n°2022/DRIEAT/UD77/088 du 25 juillet 2022 est remplacé par :

Rubrique	Classement (*)	Libellé de la rubrique (activité)	Volume autorisé
1434-2	A	Liquides inflammables, liquides combustibles de point éclair compris entre 60°C et 93°C, fiouls lourds, pétroles bruts, à l'exception des liquides mentionnés à la rubrique 4755 et des autres boissons alcoolisées (installation de remplissage ou de distribution, à l'exception des stations-service visées à la rubrique 1435). 2. Installations de chargement ou de déchargement desservant un stockage de ces liquides soumis à autorisation	-Dépotage de FOD par train : 3 pompes de 150 m³/h dont une en secours -Dépotage de FOD par camion (en secours du dépotage par train) : 1 pompe de 60 m³/h - Dépotage de HVO par camion : 1 pompe de 60 m³/h
1436-2	DC	Liquides de point éclair compris entre 60° C et 93° C (1), à l'exception des boissons alcoolisées (stockage ou emploi de). La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations, y compris dans les cavités souterraines étant : 2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1 000 t	382 t de HVO
2925	D	Ateliers de charge d'accumulateurs	Puissance approximative calculée du chargeur de batterie : 100 kW
3110	A	Combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 50 MW	- 3 turbines de 545 MWth chacune fonctionnant au FOD (La TAC n°1 sera utilisée pour les essais temporaires au HVO) - Un groupe électrogène de 5MWth 2 groupes électrogènes autonomes et mobiles de puissance thermique unitaire de 0,235 MWth soit 0,47 Mwth pour les essais temporaires au HVO Soit 1640,47 MWth au total

4734-2a	A SB	<p>Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant :</p> <p>2. Pour les autres stockages : a) supérieure ou égale à 1 000 T</p> <p>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 2 500 t. Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 25 000 t.</p>	<p>26080,6 m³ de catégorie C :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Stockage de fioul domestique à moins de 0.1 % de soufre dans quatre bûches de 6520 m³ - 3 m³ environ de stockage de diesel pour les pompes d'incendie et de secours - 1,5 m³ environ pour la pompe diesel incendie <p>- 0,6 m3 de réserve de fioul pour les deux groupes électrogènes autonomes (essais temporaires au HVO)</p> <p>Soit un stockage max. d'environ 23 000 T</p>
---------	------	--	---

(*) SB : Seveso seuil bas, A : Autorisation, , D : Déclaration, DC : Déclaration avec Contrôle périodique prévu par l'article L. 512-11 du
Code de l'environnement

ARTICLE 1.3 - NATURE DES ÉQUIPEMENTS PROVISOIRES

L'exploitant met en place des équipements provisoires comprenant a minima des réservoirs de stockage, des pompes électriques, des flexibles de raccordement, des dispositifs de franchissement de voirie et des groupes électrogènes. Ces équipements, décrits au chapitre 4 du présent arrêté, sont présents au sein de l'installation jusqu'à la date mentionnée à l'article 1.1.

ARTICLE 1.4 - DÉMONTAGE ET REPLI DES INSTALLATIONS PROVISOIRES

A l'issue des essais de fonctionnement au HVO de la TAC n°1, et au plus tard le 12 juillet 2024, l'exploitant remet dans leur position nominale les organes d'isolement des tuyauteries de soutirage depuis les bacs de FOD et des tuyauteries de retour de débit nul vers les bacs de FOD. Plus généralement, les installations existantes utilisées dans le cadre des essais de fonctionnement au HVO de la TAC n°1 devront être replacées dans une configuration compatible avec leur utilisation courante. Ces opérations, ainsi que le démontage et le repli des installations provisoires sont réalisées et terminées pour le 12 juillet 2024 au plus tard.

ARTICLE 1.5 - ÉVACUATION DES DÉCHETS

À l'issue des essais de fonctionnement de la TAC n°1 au HVO, une entreprise qualifiée pour la récupération des déchets combustibles intervient pour vidanger le HVO restant au fond des réservoirs ainsi que dans les autres équipements susceptibles d'en contenir.

Les déchets générés par le projet (égouttures, HVO excédentaires...) sont collectés et évacués vers une filière de traitement adaptée, conformément aux dispositions du titre 6 de l'arrêté préfectoral n° 09/DAIDD/1/IC/009 du 7 janvier 2009.

ARTICLE 1.6 - SUIVI ET RAPPORT DE SYNTHÈSE

Article 1.6.1 - Suivi des essais

L'exploitant informe régulièrement l'inspection des installations classées de l'avancement des travaux, des éventuels problèmes rencontrés, des solutions mises en œuvre ainsi que du jour retenu pour la réalisation de l'essai de fonctionnement de la TAC n°1 au HVO.

Article 1.6.2 - Rapport de synthèse

L'exploitant établit le rapport de synthèse des essais de fonctionnement.

Le rapport mentionné à l'alinéa précédent est transmis à l'inspection des installations classées dans les quatre mois qui suivent la finalisation des opérations. Ce rapport positionne notamment, pour chaque polluant mesuré à l'émission, le ratio flux rejeté/quantité de HVO consommé.

CHAPITRE 2 - CONDITIONS DE REJETS ET SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ATMOSPHÉRIQUES

ARTICLE 2.1 - COMBUSTIBLES AUTORISÉS

L'article 6 de l'arrêté préfectoral n° 2022/DRIEAT/UD77/088 du 25 juillet 2022 ajoutant l'article 3.1.6 à l'arrêté préfectoral n° 09/DAIDD/1/IC/009 du 7 janvier 2009 est remplacé par :

Article 3.1.6 Combustibles autorisés et suivi des combustibles

Les combustibles autorisés pour le fonctionnement de la turbine à combustion n°1 sont l'huile végétale hydrotraitee (HVO) et le fioul domestique (FOD).

Le combustible autorisé pour le fonctionnement des turbines à combustion n°2 et 3 est le fioul domestique (FOD).

L'exploitant énumère dans un document relatif aux combustibles les types de combustibles utilisés et précises pour chacun leur nature. Il réalise la caractérisation initiale complète du HVO et du Fioul domestique utilisés au moins pour les paramètres énumérés ci-dessous et conformément aux normes EN. Les normes nationales, les normes ISO ou d'autres normes internationales peuvent être utilisées pour autant qu'elles garantissent l'obtention de données d'une qualité scientifique équivalente.

La caractérisation initiale et le contrôle régulier du combustible peuvent être effectués par l'exploitant ou le fournisseur du combustible.

Dans la dernière hypothèse, les résultats complets sont communiqués à l'exploitant sous la forme d'une fiche produit (combustible) ou d'une garantie du fournisseur

Pour le fioul domestique et le HVO, les substances ou paramètres à caractériser sont les suivants : Cendres, Carbone, Azote et Soufre.

Les documents relatifs aux combustibles utilisés doivent être annexés au livret ou aux documents de maintenance prévus à l'article 66 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 susvisé et seront tenus disposition de l'inspection des installations classées.

Ils seront conservés au moins trois ans. Ils indiqueront la nature exacte du combustible livré, les quantités et les résultats des mesures et des paramètres et substances caractérisées.

ARTICLE 2.2 - TENEUR EN SOUFRE DU HVO

Dans l'article 7 de l'arrêté préfectoral n° 2022/DRIEAT/UD77/088 du 25 juillet 2022 modifiant l'article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral n° 09/DAIDD/1/IC/009 du 7 janvier 2009, les mots « Fuel domestique contenant moins de 0,1 % en soufre » relatifs au conduit n°1, sont remplacés par les mots suivants :

- « Fuel domestique contenant moins de 0,1 % en soufre et HVO contenant moins de 5mg/kg de soufre » pour la première ligne du tableau

ARTICLE 2.3 - VALEURS LIMITES D'ÉMISSION DANS L'AIR POUR LA TAC N°1

Les valeurs limites d'émission (VLE) dans l'air de l'article 8 de l'arrêté préfectoral n° 2022/DRIEAT/UD77/088 du 25 juillet 2022 modifiant l'article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral n° 09/DAIDD/1/IC/009 du 7 janvier 2009 sont conservées pour les essais au HVO.

ARTICLE 2.4 - QUANTITÉS MAXIMALES REJETÉES POUR LA TAC N°1

Les flux horaires définis dans le tableau de l'article 9 de l'arrêté préfectoral n°2022/DRIEAT/UD77/088 du 25 juillet 2022 modifiant l'article 3.2.6 de l'arrêté préfectoral n° 09/DAIDD/1/IC/009 du 7 janvier 2009 sont conservés pour les essais au HVO.

ARTICLE 2.5 - AUTOSURVEILLANCE DES REJETS ATMOSPHÉRIQUES

Les émissions en NO_x, CO, poussières et SO₂ issues de la TAC n°1 sont mesurées en continu.

ARTICLE 2.6 - MESURES COMPLÉMENTAIRES

En complément de l'autosurveillance prescrite à l'article 2.5 de la présente annexe, l'exploitant fait réaliser une campagne de mesures, de prélèvements et d'analyses dans les rejets atmosphériques, par un organisme accrédité, le jour des essais de fonctionnement au HVO, selon le programme analytique suivant :

Famille	Substances	
Polluants gazeux	NO _x , SO ₂ , CO	
Poussières	TSP (particules totales en suspension)	
Métaux	Mn, Cd, Co, Cr, Sb, Te, Cu, Se, As, Pb, Zn, V, Ti, Sn, Ni, Hg	
Composés organiques volatils	COVNM	
Hydrocarbures aromatiques polycycliques	Indéno (1,2,3-cd)pyrène Benzo(k)fluoranthène Benzo(a)pyrène Benzo(g,h,i)pérylène Fluoranthène Naphtalène Anthracène Phénanthrène	Acénaphène Chrysène Benzo(a)anthracène Dibenzo(a)anthracène Acénaphthylène Pyrène Fluorène Benzo(b)fluoranthène

Cette campagne de mesure est réalisée lors du palier à pleine charge et au minimum technique durant l'essai de fonctionnement au HVO de la TAC n°1.

CHAPITRE 3 - SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES

Une campagne de surveillance des eaux souterraines est réalisée avant les opérations de dépotage de HVO. Elle porte sur les paramètres mentionnés à l'article 52.1 de l'arrêté préfectoral n°09/DAIDD/1/IC/009 du 7 janvier 2009.

CHAPITRE 4 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

ARTICLE 4.1 - PHASE DE DÉPOTAGE DE HVO

Article 4.1.1 - Dépotage d'un camion citerne

Le dépotage des camion-citernes de HVO s'effectue depuis l'aire de dépotage camion, sur une seule des 4 voies qui est dédiée au dépotage de HVO.

Les camions-citernes sont dépotés un à un, par l'intermédiaire d'une pompe présentant un débit de 60 m³/h, alimentée par un groupe électrogène. Ce dernier est équipé d'un réservoir intégré de 300 L de GNR. Le groupe électrogène et son réservoir sont installés sur l'aire de dépotage camion. La pompe assure le transfert du HVO depuis le camion-citerne vers les 7 réservoirs de stockage situés sur l'aire de dépotage train.

Les circuits de dépotage du FOD existants ne sont pas utilisés pour le dépotage du HVO.

Des boutons d'arrêt d'urgence sont accessibles sur les pompes.

Article 4.1.2 - Remplissage des réservoirs de l'aire de dépotage train

Le HVO est stocké dans sept réservoirs double-enveloppe d'une capacité unitaire de 70 m³.

Chaque réservoir est équipé d'évents, d'un système de détection de fuite et d'un indicateur de niveau de fluide.

Ces réservoirs sont installés sur la voie n°2 de l'aire de dépotage train.

Un manifold est également présent sur la voie n°2 de l'aire de dépotage train.

Des tuyauteries flexibles relient le poste de déchargement camion au manifold situé sur l'aire de dépotage train.

La pompe de dépotage de l'aire camion assure le transfert du HVO vers le manifold situé sur l'aire de dépotage train, qui permet le remplissage séquentiel des réservoirs. Le remplissage « en pluie » est interdit.

Article 4.1.3 - Organisation des opérations de dépotage

Chaque opération de dépotage se fait sous la surveillance permanente d'au moins une personne nommément désignée. Cette surveillance porte notamment sur le raccordement du flexible à la citerne routière, le fonctionnement de la pompe de dépotage, le raccordement des flexibles au manifold et aux réservoirs, le fonctionnement de la pompe de remplissage, la surveillance des équipements connexes et le suivi en continu du niveau de HVO dans les réservoirs.

Les opérateurs sont formés à la gestion des risques liés aux opérations de dépotage.

Une procédure de dépotage est définie.

Le dépotage de FOD est interdit sur l'aire de dépotage camion pendant la phase de dépotage de HVO.

ARTICLE 4.2 - PHASE DE SOUTIRAGE DE HVO

Article 4.2.1 - Réservoir de soutirage

Le circuit de soutirage du HVO vers la TAC n°1 est raccordé à un seul des sept réservoirs, appelé « réservoir de soutirage ».

Article 4.2.2 - Entre l'aire de dépotage train et la pomperie fioul

Des tuyauteries flexibles relient l'aire de dépotage train et la pomperie fioul.

La pompe de gavage permanente présente dans le bâtiment pomperie est utilisée pour le soutirage du HVO. Afin que celle-ci pompe du HVO uniquement et non du FOD, une interface mécanique est installée en amont de cette pompe afin de la raccorder, via un flexible, au réservoir de soutirage.

Article 4.2.3 - Entre l'aire de dépotage train et la TAC n°1

Des tuyauteries flexibles relient l'aire de dépotage train et la TAC n°1.

Afin de ne pas renvoyer le HVO depuis la TAC n°1 vers les bacs de FOD existants, les flexibles installés sont connectés et raccordés aux vannes de retour de la TAC n°1, via des interfaces mécaniques, préalablement installées, jusqu'au réservoir provisoire de soutirage.

Les organes d'isolement des tuyauteries de soutirage des bacs de FOD et des tuyauteries de retour de débit nul vers les bacs de FOD de la TAC n°1 sont condamnés et fermés durant toute la durée de l'essai.

Article 4.2.4 - Transfert vers le réservoir de soutirage

Le transfert du HVO contenu dans les 6 autres réservoirs est réalisé un à un vers le réservoir de soutirage au moyen de la pompe de remplissage et du manifold installés sur l'aire de dépotage train afin de maintenir un volume suffisant dans le réservoir de soutirage.

Pour les opérations de soutirage, la pompe et le groupe électrogène utilisés pour le dépotage du HVO sur l'aire camion, sont déplacés sur l'aire de dépotage par train et la pompe est installée en by-pass sur la liaison flexible entre le réservoir de soutirage et la pompe de gavage. Cette seconde pompe est prévue pour appuyer, si nécessaire, le démarrage de la pompe de gavage existante.

Des boutons d'arrêt d'urgence sont accessibles sur les pompes.

Article 4.2.5 - Organisation des opérations de soutirage

Chaque opération de soutirage s'effectue sous la surveillance permanente d'au moins une personne nommément désignée. Cette surveillance porte notamment sur le raccordement du flexible au réservoir de soutirage ainsi qu'aux différentes pompes de soutirage et de gavage, sur la surveillance des équipements connexes et sur le contrôle du niveau de HVO dans le réservoir de soutirage.

Les opérateurs sont formés à la gestion des risques liés aux opérations de soutirage.

Le dépotage de FOD est interdit sur l'aire de dépotage train pendant la phase de soutirage du HVO.

Une procédure relative au soutirage du HVO est mise en place.

ARTICLE 4.3 - PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Article 4.3.1 - Flexibles

Les tuyauteries flexibles à connexion par brides en acier sont adaptées à la circulation des hydrocarbures et aux conditions de température et pression.

Des récupérateurs d'égouttures sont positionnés au niveau de chaque raccord situé sur les zones étanches. En dehors des opérations de dépotage ou de soutirage, les flexibles sont isolés par des vannes présentes au pied de réservoir et sur le manifold.

Article 4.3.2 - Protection des flexibles sur les voiries

Des dispositifs de franchissement de voiries permettant le passage des poids lourds sont installés à chaque traversée de route par des flexibles.

Lors des phases de dépotage et d'essais, la circulation sur les voies traversées par les flexibles provisoires est réduite aux seuls passages liés à l'intervention des services de secours, autorisés sous la surveillance d'un opérateur.

Article 4.3.3 - Équipements sur des zones non-étanches

Dans les zones non étanches où des équipements (zones enherbées...) sont implantés, l'exploitant met en place des bâches de rétention visant à protéger la zone de toute pollution des sols.

Article 4.3.4 - Groupes électrogènes

Chaque groupe électrogène dispose d'une rétention intégrée adaptée au volume à contenir.
En outre, chaque groupe électrogène est muni d'un bouton d'arrêt d'urgence actionnable à tout moment.

Article 4.3.5 - Aire de dépotage camion

L'aire de dépotage camion qui accueille les équipements provisoires dédiés au dépotage des camions-citernes de HVO est entièrement bétonnée et étanche.

Elle dispose d'une rétention d'une capacité de 30 m³, reliée à un séparateur d'hydrocarbures puis à un bassin d'orage. Ce dernier est équipé d'un dispositif d'obturation permettant l'isolement des effluents recueillis. Ce dispositif est actionnable en toute circonstance.

Article 4.3.6 - Aire de stockage des réservoirs de HVO

Les réservoirs sont installés sur l'aire de dépotage train qui est entièrement bétonnée.

Les éventuels déversements de HVO sont redirigés vers une fosse de rétention déportée d'une capacité de rétention de 80 m³, reliée à un séparateur d'hydrocarbures puis à un bassin d'orage. Ce dernier est équipé d'un dispositif d'obturation permettant l'isolement des effluents recueillis. Ce dispositif est actionnable en toute circonstance.

La fosse de rétention déportée est associée à une pompe de débit de 130 m³/h permettant le transfert d'un éventuel trop-plein vers la zone de rétention du parc à fioul. Ce dispositif fonctionne à l'aide d'un groupe électrogène équipé d'un réservoir intégré de 300 L de GNR.

Un système de détection de niveau haut, installé dans la fosse de rétention déportée, permet le démarrage automatique de la pompe de transfert, lorsque le niveau haut est atteint par le fluide. Chaque démarrage automatique est accompagné d'un signal sonore.

L'exploitant s'assure du bon fonctionnement du dispositif avant le démarrage des essais.

À l'issue du remplissage des réservoirs et jusqu'à l'utilisation du HVO pour les essais de fonctionnement de la TAC n°1, les vannes d'isolement des réservoirs sont cadenassées et fermées.

L'exploitant assure une surveillance permanente des stockages temporaires avec notamment des rondes régulières.

Article 4.3.7 - Local pomperie fioul

En dehors des opérations de soutirage, les flexibles sont isolés par des vannes.

En cas de fuite sur les flexibles cheminant dans la pomperie, des vannes situées en pied de réservoir de HVO, sont actionnées pour limiter le volume susceptible d'être déversé.

Un bouton d'arrêt d'urgence permet l'arrêt des pompes du local.

Le local pomperie fioul possède sa propre rétention, permettant le confinement de tout déversement.

ARTICLE 4.4 - PRÉVENTION DU RISQUE INCENDIE

L'exploitant dispose des moyens et des volumes d'extinction adaptés aux risques présents au sein de son établissement.

Il dispose d'émulseurs compatibles avec le HVO.

Article 4.4.1 - Moyens mis en œuvre sur l'aire de dépotage camion

Des extincteurs en nombre suffisant sont présents à proximité de l'aire de dépotage camion.

Article 4.4.2 - Moyens mis en œuvre sur l'aire de dépotage train

L'aire de dépotage train est équipée de canons à mousse et de lances incendie. Des siphons coupe-feu évitant ainsi la propagation d'un incendie au-delà de l'aire sont également présents.

Afin d'adapter les protections aux risques liés au présent projet, l'exploitant met en place des moyens complémentaires aux moyens prévus par l'arrêté préfectoral n° 09/DAIDD/1/IC/009 du 7 janvier 2009. Ils sont constitués de trois détecteurs de flamme installés sur la façade grillagée du local pomperie fioul afin de surveiller la totalité de l'aire de stockage du HVO. Ils sont reliés au réseau d'alarme incendie du site, lui-même relié au centre de téléconduite du site pour une surveillance 24h/24.

Article 4.4.3 - Pomperie fioul

Le local de pomperie fioul est équipé :

- de détecteurs incendie en nombre suffisant,
- d'une protection incendie par brouillard d'eau.

Article 4.4.4 - Parc à fioul

L'exploitant dispose des moyens suffisants pour faire face à un incendie au niveau du parc à fioul :

- détecteurs de température et de flammes,
- alarme sonore déclenchée automatiquement,
- centre de surveillance à distance et déclenchement automatisé des moyens d'extinction. Des procédures de déclenchement manuel des moyens d'extinction sont également présents dans le local émulseur,
- volumes suffisants en eaux et émulseurs ainsi qu'en équipements fixes et mobiles.

Article 4.4.5 - Plan d'Opération Interne (POI)

Le plan d'opération interne (POI) est mis à jour au regard des risques associés au projet. Il est transmis au service d'incendie et de secours ainsi qu'à l'inspection des installations classées au plus tard, une semaine avant le démarrage du projet.

